

Micro-taxe pour les riches

Alors que Nicolas Sarkozy avait annoncé que la crise était finie, le Gouvernement est confronté aujourd'hui à sa propre incurie. Il est obligé d'adopter, dans l'urgence, des mesures d'austérité pour éponger un déficit qu'il a lui-même creusé.

« En dévoilant son plan d'austérité, François Fillon vient d'avouer le double échec de sa politique : il a cassé les finances publiques et il a cassé la croissance », a souligné Harlem Désir.

Le Premier ministre ne fera pas oublier que la droite a créé 70 milliards de niches fiscales nouvelles depuis 2002, et que, selon la Cour des comptes, c'est sa politique qui est responsable des deux tiers du déficit public.

Le 24 août, le Premier ministre a annoncé que ce sont les Français qui paieront la facture de sa politique aussi spendieuse qu'inefficace.

Car, derrière l'arbre de sa « réformette » fiscale se cache la forêt des sacrifices qui seront demandés aux Français.

Sur onze milliards d'économies, l'essentiel sera supporté par les Français, par la poursuite de la casse de la protection sociale et des services publics et de nouvelles taxes qui amputeront leur pouvoir d'achat.

La seule mesure pour faire contribuer les plus riches sera la taxe sur les hauts revenus, qui n'est en fait qu'une micro-taxe pour les « méga-riches ». Cette taxe rapportera 200 millions alors que l'allègement de l'ISF coûte deux milliards au budget de l'État. « Le Gouvernement

ne reprend aux riches qu'un dixième de ce qu'il leur offre avec l'allègement de l'ISF. Cette micro-taxe ne représente que un douzième des cadeaux accordés par le bouclier fiscal », a répété le porte-parole du Parti Socialiste. « Voilà l'idée que François Fillon se fait de la justice fiscale », a ironisé Benoît Hamon.

Avec la hausse des taxes sur les contrats d'assurance et les complémentaires santé, le Gouvernement ponctionnera trois fois plus les salariés que les « ultra-riches » soumis à sa micro-taxe.

La détaxation des heures supplémentaires n'est pas complètement remise en cause alors qu'elle est particulièrement nocive pour l'emploi.



Harlem Désir en appelle à la justice fiscale

Enfin, François Fillon semble oublier que cette crise est avant tout bancaire et financière. Or, rien n'a été fait pour réguler ce secteur. Il ne propose aucune mesure de régulation. « Avec une arrogance déplacée au regard de l'austérité qu'il impose aux Français, François Fillon a vite oublié ses propres appels à l'unité nationale », a souligné Harlem Désir. « Il appelle l'opposition à la rigueur intellectuelle, je l'appelle à la justice fiscale et à l'efficacité économique ». 🗣️

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 1^{er}/09/2011



Dossier de la semaine
Vers la victoire



Vie de la Fédération
Primaires : à la
rencontre des Français



Interview
Historique mais éphémère
Avec Olivier Smadja

Norvège

Dans son intervention devant les militants du PS réunis à La Rochelle, le week-end dernier, Harlem Désir a rendu hommage aux sociaux-démocrates norvégiens assassinés, le 22 juillet, par un raciste exalté.

Voilà le résultat des discours de haine et d'exclusion des leaders populistes d'Extrême-droite. Partout en Europe, une poignée de dirigeants politiques ont fait de l'islamophobie leur fonds de commerce, voulant dresser l'Occident contre l'Orient.

La gauche norvégienne a réagi très dignement à cet odieux attentat qui a coûté la vie à plus de 70 personnes. Non pas en renforçant l'arsenal sécuritaire, mais en répondant par plus d'ouverture et de démocratie.

La mer : enjeu du XXI^e siècle



La question maritime fut au programme des travaux de l'université d'été 2011 du PS, à La Rochelle..., grâce à la détermination de socialistes du littoral, en particulier de Bretagne et de Charente Maritime. « C'est un peu désagréable d'être toujours obligé d'insister pour que cette question ne soit pas oubliée », regrette Isabelle Thomas, vice-présidente de la Région Bretagne. Les socialistes du littoral ne sont pas allés jusqu'à créer une commission pirate, mais ils sont parfois obligés d'agir comme des « Corsaires », pour se faire entendre.

« Car l'enjeu est de taille, même si les "terriens" n'en ont pas toujours conscience et pas seulement au PS. Il s'agit d'inventer un nouveau modèle d'exploitation de la mer répondant à une triple contrainte environnementale, sociale et économique », résume Pierre Karleskind, conseiller régional, qui est intervenu auprès d'Isabelle Thomas, à La Rochelle.

La mer est devenue un enjeu essentiel dans tous les domaines : qu'il s'agisse des ressources alimentaires, minières, énergétiques ou même, tout simplement, de l'accès à l'eau, les océans représentent un nouveau continent quasiment inexploité.

« Comme nous avons tout pillé sur terre, nous allons devoir nous tourner vers la mer », constate Isabelle Thomas. « Mais, toute la question est de savoir si nous allons renouveler les mêmes erreurs ». Or, c'est maintenant que nous devons prendre les bonnes décisions pour que la loi du plus fort ne s'impose pas sur les mers. On le voit notamment en Europe où la commission veut mettre en place les quotas de pêches transférables. Mais aussi, dans le domaine de la sécurité en mer. « Le livre vert sur ce sujet, qui va être présenté à l'automne, n'apporte rien de nouveau alors même que les métiers liés à la mer, comme la pêche ou le transport, sont ceux où on enregistre les taux d'accident du travail les plus élevés », dénonce la vice-présidente de la Région.

« Compte tenu de l'importance de ces sujets, une contribution rédigée par des socialistes des régions littorales sera adressée aux candidats aux Primaires », annonce Pierre Karleskind.

Vers la victoire

Devant près de 5000 personnes, Harlem Désir, premier secrétaire national, a tenu un discours offensif en clôture de l'édition 2011 de l'Université d'été de La Rochelle.

En outre, le premier secrétaire a mis en garde l'UMP contre la tentation extrémiste. Il a vivement dénoncé la « droite populaire », qui n'a de populaire que le nom, mais qui constitue un sas entre la droite et l'Extrême droite, vraisemblablement dans le but de préparer de futures convergences.



Six candidat-es uni-es pour la victoire

Le Parti Socialiste est le premier à avoir présenté un projet aux Français, qui constituera le socle de la victoire de 2012. La réduction des déficits sera une des principales tâches de la gauche au pouvoir car, il ne pourra pas y avoir de redressement sans une maîtrise de la dette. Mais, un changement de politique s'avère tout aussi indispensable pour relancer la croissance, cassée par cinq ans de sarkozysme. Cela passe par une profonde réforme des impôts, « une nuit du 4 août fiscale ».

A quelques semaines des Primaires et quelques mois de la Présidentielle, les travaux des ateliers étaient principalement consacrés à la mise en œuvre du projet après les victoires présidentielle et législatives. Car, les premiers mois d'exercice du pouvoir seront déterminants pour la suite du mandat.

Face à une droite divisée et haineuse, le premier secrétaire a mis en avant l'unité des socialistes « inventifs, combatifs et unis au service des Français ».

L'échec de la droite et, en particulier, de Nicolas Sarkozy n'est plus à démontrer. Président des fausses promesses et des vraies largesses pour les plus riches, il a, avec François Fillon, pendant cinq ans, dirigé la France comme des « Robin des bois à l'envers », prenant aux pauvres pour donner aux riches.

Les Français savent bien que le quinquennat de Nicolas Sarkozy restera marqué par la hausse du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation des conditions de travail. « Il y a bien longtemps que le gouvernement de François Fillon a perdu son triple A aux yeux des Français », a ironisé Harlem Désir avant de qualifier le Président et son Premier ministre de « Docteur déficit et Mister faillite ».

Pour convaincre les Français, la gauche peut compter sur ses candidats, de grande qualité, qui ont tous été chaleureusement applaudis. Car, pour Harlem Désir, « les victoires de 2012 seront d'autant plus belles qu'elles seront collectives ». Pour cela il a appelé tous les socialistes et, au-delà, tous les Français qui veulent le changement, à aller à la rencontre de ceux qui ne se résignent pas à voir la droite diriger le pays. D'abord, pour qu'ils participent aux Primaires des 9 et 16 octobre, « le premier acte du changement », selon l'expression du premier secrétaire.



Les Finistériens très nombreux cette année

En clôture de cette dernière Université d'été avant la présidentielle, Harlem Désir a rappelé que 2012 sera une confrontation, entre « le cynisme et l'espoir ». Un rendez-vous que la gauche ne doit pas manquer. 🇫🇷

Primaires : à la rencontre des Français

Durant tout l'été, la caravane des Primaires a sillonné la France. Pendant 43 jours, animée par quatre militants du MJS, elle a parcouru 7 000 kilomètres et fait étape dans 38 villes, dont Brest et Le Guilvinec. Partie de Paris le 14 juillet, elle est arrivée à la Rochelle le 25 août, pour l'Université d'été du PS.



Les jeunes socialistes à Brest, le 18 août

« L'objectif était de rappeler, dans un climat convivial, que tous les Français pourront voter aux Primaires citoyennes, les 9 et 16 octobre prochains et décider qui les représentera lors de l'élection présidentielle de 2012 », explique Juliette Perchepied, une des militantes du MJS, qui a animé cette caravane.

A chaque étape, des militants locaux du PS et du MJS ont participé aux distributions de tracts et aux rencontres.

Ils ont ainsi pu se rendre compte que beaucoup de sympathisants de gauche ne savent pas encore qu'ils pourront participer à la désignation de notre candidat-e, mais qu'ils veulent se saisir de cette occasion pour s'exprimer.

Une grande partie des questions portaient sur des aspects très concrets : Où voter ? Avec quelles pièces d'identité ? Et

est-il possible de donner une procuration ou voter par correspondance ? Ces questions ont permis d'engager des conversations au cours desquelles il est souvent apparu que d'anciens adhérents du PS ont indiqué que le vote pour les Primaires sera sans doute la première étape vers une nouvelle adhésion.

Malheureusement, cette initiative a été entachée à Nantes par une agression politique violente, orchestrée par des opposants au projet d'aéroport de *Notre Dame des Landes*. « Cette attaque a occasionné de gros dégâts matériels, mais nous avons immédiatement repris notre travail d'information », indique Juliette Perchepied. 📢

Interview

Historique mais éphémère

Avec Olivier Smadja

« Israël a connu cet été un mouvement social sans précédent qui s'est éteint aussi vite qu'il est né », explique Olivier Smadja, secrétaire de la section *Yitzhak Rabin* des socialistes français d'Israël.



sociales. Le poids de la défense dans le budget est trop excessif, au détriment de l'éducation, du logement ou de la santé. A chaque fois que les Israéliens osaient demander une politique sociale, on leur répondait : « Ce n'est pas possible, nous sommes en guerre ». Or, aujourd'hui, il n'est tout simplement plus possible de vivre décemment pour toute une partie de la classe moyenne.

Mais, il faut en parler au passé car les tirs de roquettes sur le sud du pays ont totalement éclipsé ce mouvement.

Cap Finistère : Le parti travailliste est-il présent dans ce mouvement ?

Olivier Smadja : Non. Dès le début, les responsables de ce mouvement se sont définis comme apolitiques. Cette « révolution des tentes » a été animée par des représentants de la classe moyenne israélienne qui ont voulu dénoncer les conditions de vie dans le pays.

Cap Finistère : Ce mouvement peut-il déboucher sur une victoire électorale de la gauche ?

Olivier Smadja : Le parti Ha'Avoda est actuellement en période de primaires et ses candidats se sont bien sûr exprimés, mais le parti n'est pas encore assez puissant pour assurer un débouché politique à ce mouvement.

D'ailleurs, si le Likoud est la principale cible des manifestants le parti travailliste n'est pas épargné et Ha'Avoda devra procéder à une profonde refonte de son projet pour apporter des réponses satisfaisantes aux questions que se posent les Israéliens en matière de logement, d'éducation ou de santé.

Car, même si les manifestants ont rapidement rangé leurs tentes, il ne sera plus possible pour la classe politique israélienne de faire l'impasse sur les questions sociales qui ont été posées, par les citoyens cet été. C'est aussi pour cette raison qu'on peut parler d'un mouvement historique. 📢

Cap Finistère : En quoi le mouvement social actuel est-il historique ?

Olivier Smadja : Il convient hélas de répondre au passé. Ce mouvement est né après une « blague » diffusée sur Facebook. Daphné Leef, jeune réalisatrice freelance, pour dénoncer le prix exorbitant des loyers, a annoncé qu'elle planterait sa tente sur l'avenue Rothschild, l'une des artères les plus chères de Tel Aviv. Son « appel » a été entendu au-delà de ses espérances puisque 300 000 personnes sont descendues dans les rues.

Ce mouvement est historique car, pour la première fois depuis 1948, les Israéliens se sont mobilisés autour de questions

Agenda

4 septembre
Barbecue des sections brestoises.

8 septembre
20 h 00 : Formation des présidents, trésoriers et assesseurs aux Primaires, à Brest.

9 septembre
19h30 : Conseil fédéral, à Brest.

11 septembre
Fête de la Rose à Moëlan-sur-mer, avec Martine Aubry.

17 septembre
9 h 00 - 16 h 00 : Présentation des candidats aux Primaires, à Guipavas.

22 septembre
20 h 00 : Formation des présidents, trésoriers et assesseurs aux Primaires, à Quimper.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 921 - Vendredi 2 septembre 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

RGPP : l'heure au bilan !
L'UESR organise le jeudi 8 septembre à 18h30, salle polyvalente *Le Cheval blanc*, à Plourin-lès-Morlaix, une réunion publique intitulée « *Quelles conséquences aujourd'hui de la RGPP sur les services publics locaux ?* », animée par Jean-Luc Fichet, sénateur du Finistère. Ouvert à tous.

Passage en force
La procédure de délégation de service public est lancée à Douarnenez pour une nouvelle aire de carénage! Malgré un vote très serré en Conseil municipal (18 voix contre 15) et les alertes des syndicats CGT et CFDT, le maire a donc décidé de passer en force.

« Déjà pour le projet de gestion du camping du Bois d'Isis, aujourd'hui reporté, les élus UMP avaient passé outre les inquiétudes et suggestions des élus socialistes de Douarnenez. Et aujourd'hui, alors que sa majorité est réduite à peu de chagrin, le maire réitère... A suivre... »

Onze propositions chocs



En matière de sécurité, les faits sont accablants – un vol avec violence est commis en France toutes les quatre minutes trente, un cambriolage toutes les deux minutes – et les politiques mises en œuvre depuis une dizaine d'années par la majorité au pouvoir ont prouvé leur inefficacité.

Face à ce constat, la gauche, à qui l'on a longtemps reproché de sous-estimer ces questions, doit faire preuve d'imagination. Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du PS à la sécurité, relève le gant dans un livre qui vient d'être publié aux éditions Fayard, « *Onze propositions chocs pour rétablir la sécurité* ».

Annonces légales & judiciaires

SELARL JEAN-MARC BERROU
Avocat
3, rue Keravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

CÔTES DES LEGENDES
Société anonyme au capital de 153 000 euros
Siège social : Route de Lanarvily
LE FOLGOËT
29260 LESNEVEN
RCS BREST 383 858 982

Aux termes d'une délibération en date du 23 août 2011, les actionnaires de la société ont décidé de transformer la société en société par Actions Simplifiée, sans création d'un être moral nouveau.

Les mandats d'administrateurs de Monsieur Dominique GILBERT, Monsieur Yves CHAUVEL, Monsieur Stéphane FOURNIER et Monsieur Sébastien POLARD, de même que le mandat de Président Directeur Général de Monsieur Dominique GILBERT ont immédiatement pris fin de plein droit.

Monsieur Dominique GILBERT demeurant à LANDÉDA (29870) 162, An Ode Bri, a été nommé en qualité de Président de la société pour une durée illimitée.

Le commissaire aux comptes titulaire, la société A.B.C. AUDIT EXPERTISE et le commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Laurent CELLERIER, ont été maintenus dans leurs fonctions pour la durée restant à courir de leur mandat.

La durée de la société, son objet et son siège social n'ont pas été modifiés.

L'Assemblée Générale a adopté les statuts de la société dans leur ensemble sous sa nouvelle forme de société par Actions Simplifiée.

Les formalités seront effectuées au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis,
Le Président.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 août 2011, de la société **HISTOIRE DE PIERRES**.

Société à responsabilité Limitée, au capital de 30 000 euros, siège social : ZA de la Boissière - 7, rue Louis Le jeune - 29600 MORLAIX - RCS BREST n° 528 161 060.

Il a été décidé de transférer le siège social de la société à compter du 1^{er} septembre 2011 et de modifier l'article n°5 des statuts en conséquence.

Ancienne mention : ZA de la Boissière 7, rue Louis Le Jeune - 29600 MORLAIX.

Nouvelle mention : Quinquizou - 22110 PLOUGUERNÉVEL.

La société sera radiée du RCS de BREST et immatriculée au RCS de SAINT-BRIEUC.

Pour avis.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à LANDUDEC du 19 août 2011, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination sociale :

LE BIO CHEZ VOUS.

Siège social : Kerlever - 29710 LANDUDEC.

Objet social : Négoce de produits biologiques notamment les fruits et légumes.

Durée de la société : 99 ans.

Capital social : 5 000 euros.

Gérance : Jean-Claude ANDRO demeurant 4, résidence des Hortensias - 29710 LANDUDEC et Anita JACQ, née HUON, demeurant 37, rue Ar Marquis - 29710 LANDUDEC.

Immatriculation de la société au RCS de QUIMPER.

Pour avis,
La Gérance.

EARL LA CYPRINIÈRE

Exploitation agricole
à Responsabilité Limitée
Société Civile au capital social de 50 308,18 euros, en liquidation amiable
Siège social et siège de la liquidation :
Lost Ar Hoat - 29550 PLOMODIERN
RCS QUIMPER 412 614 851

LIQUIDATION

Suivant délibération du procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire, en date du 25 juillet 2011, les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, ont donné quitus au liquidateur et l'ont déchargé de son mandat, ont décidé la répartition du produit net de la liquidation, puis ont prononcé la clôture des opérations de liquidation avec effet à la date du 31 décembre 2009.

Les comptes de liquidation sont déposés au Greffe du Tribunal de commerce de QUIMPER.

Pour avis,
Le Liquidateur.

SELARL MICHEL PETERS

SELARL d'Avocats
3, rue Kéavel - 29200 BREST
Tél. 02 98 47 64 76 - Fax 02 98 44 09 24
contact@cabinetpeters.fr

PIERRE ET LAURE CONCEPT

SOCIÉTÉ EN LIQUIDATION
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 8 000 euros
Siège social : 465, rue Julien de la Gravière
29200 BREST
523 491 967 RCS BREST

Rectificatif à l'annonce parue le 12 août 2011 :
Il fallait lire **PIERRE ET LAURE CONCEPT** au lieu de LORENOVE.

Pour avis,
La Gérance.

AMÉNAGEMENT TOUS COMMERCES ET PARTICULIERS

SARL au capital de 20 000 euros
Siège social : rue Branly
Zone Industrielle de Kérvin
29600 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS
RCS BREST 438 624 983

Aux termes d'une décision en date du 27 mai 2011, l'Assemblée Générale des associés a constaté la réduction définitive du capital social d'une somme de 20 000 euros pour le fixer à 0 euro, par annulation des 200 parts sociales composant le capital social de la société puis a augmenté le capital social d'une somme de 20 000 euros par l'émission de 200 parts sociales nouvelles de 100 euros chacune, intégralement libérées en numéraire.

Le capital social s'élève ainsi à la somme de 20 000 euros divisé en 200 parts sociales de 200 euros chacune, intégralement libérées, numérotées de 1 à 200.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis,
La Gérance.

Ce numéro a été imprimé à
4 800 exemplaires